

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2022/20240]

27 JANVIER 2022. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 novembre 2017 relatif au télétravail

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 6 janvier 2014;

Vu le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un Institut de formation en cours de carrière, notamment l'article 45, alinéa 2, remplacé par le décret du 27 février 2003;

Vu le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la naissance et de l'enfance, en abrégé « O.N.E. », article 24, § 2, modifié par le décret du 26 mars 2009;

Vu le décret coordonné du 26 mars 2009 sur les services de médias audiovisuels, article 140, § 3;

Vu le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, article 24;

Vu le décret du 25 octobre 2018 portant création de l'Entreprise publique des Technologies Numériques de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC), article 7;

Vu le décret spécial du 7 février 2019 portant création de l'organisme public chargé de la fonction de Pouvoir organisateur de l'Enseignement organisé par la Communauté française, article 32;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 novembre 2017 relatif au télétravail, modifié par l'arrêté du 24 avril 2019;

Vu le « test genre » du 24 juin 2021 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 18 juin 2021;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 30 juin 2021;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur, donné le 28 octobre 2021;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Institut de la formation en cours de carrière, donné le 29 octobre 2021;

Vu l'avis du Comité de direction de l'Entreprise des technologies Numériques de l'Information et de la Communication, donné le 3 novembre 2021 ;

Vu l'avis du Conseil de direction du Ministère de la Communauté française, donné le 8 novembre 2021;

Vu l'avis du Conseil de direction du Conseil supérieur de l'Audiovisuel, donné le 10 novembre 2021;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, donné le 10 novembre 2021;

Vu l'avis du Conseil WBE de Wallonie-Bruxelles Enseignement, donné le 5 novembre 2021;

Vu le protocole n°546 du Comité de négociation du Secteur XVII, conclu le 30 novembre 2021;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 15 décembre 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 novembre 2017 relatif au télétravail est modifié comme suit :

1° les mots « de Wallonie Bruxelles Enseignement, en abrégé « WBE », » sont insérés entre les mots « des Services du Gouvernement de la Communauté française, » et les mots « du Conseil supérieur de l'Audiovisuel »;

2° l'alinéa 2 est supprimé.

Art. 2. L'article 2 du même arrêté est modifié comme suit :

1° au 3°, les mots « WBE, » sont insérés entre les mots « les Services du Gouvernement de la Communauté française, » et les mots « le Conseil supérieur de l'Audiovisuel »;

2° le 4°, est remplacé par ce qui suit :

« 4° chef de service : l'agent titulaire d'un grade d'encadrement de rang 12 au moins, ou son délégué, dont relève le télétravailleur, ou, pour ce qui concerne le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel, la Direction générale. »;

3° les 6° à 8° sont remplacés par les dispositions suivantes :

« 6° Comité de concertation : les comités de concertation visés par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 février 1998 portant création dans le ressort Communauté française de comités de concertation de base et de comités intermédiaires de concertation et désignation des présidents de ces comités;

7° Fonctionnaire général : le Fonctionnaire général dirigeant une Administration générale ou le Secrétariat général du Ministère, un organisme d'intérêt public, WBE et le Conseil supérieur de l'Audiovisuel, son délégué ou l'instance qu'il désigne à cette fin;

8° Service des Ressources Humaines : le service des Ressources humaines du Ministère ou de l'organisme concerné;

9° Changement d'équipe : la mobilité s'accompagnant d'un changement du chef de service. ».

Art. 3. L'article 3 du même arrêté est modifié comme suit :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« Un membre du personnel peut être autorisé à recourir au télétravail s'il est satisfait aux conditions suivantes :

1° le télétravail est compatible avec la fonction;

2° le télétravail est compatible avec l'intérêt du service;

3° le membre du personnel est apte à :

a. s'organiser pour effectuer de façon autonome ses tâches dans les délais requis;

b. interagir à distance avec ses collègues et ses supérieurs hiérarchiques. »;

2° les alinéas 3 et 4 sont supprimés.

Art. 4. L'article 4 du même arrêté est modifié comme suit :

1° au §1^{er}, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Le chef de service accorde ou refuse le télétravail. En cas d'accord, le formulaire est complété et signé par le membre du personnel et son chef de service. Ce formulaire doit à tout le moins contenir :

1° la mention du nombre de jours de télétravail en équivalent temps plein par période de 4 semaines;

2° les mentions relatives au lieu où s'exerce le télétravail;

3° les plages horaires pendant lesquelles le télétravailleur doit être joignable, lorsque ces plages ne correspondent pas aux plages fixes de l'horaire variable en application de l'article 11, § 1^{er}, alinéa 2, ainsi que le cas échéant les créneaux horaires inclus dans la plage fixe endéans lesquels le télétravailleur n'est pas joignable;

4° les modalités de suivi du télétravail.»;

2° le §2 est remplacé par le paragraphe suivant :

« § 2. En cas de refus de télétravail par le chef de service, le membre du personnel peut, dans les 15 jours de la notification du refus, introduire un recours auprès du Comité de direction. Le Comité de direction prend la décision d'accorder le télétravail ou de maintenir le refus. Préalablement à sa décision, il invite le membre du personnel et le chef de service à être entendu. Le demandeur peut se faire accompagner par la personne de son choix.

En l'absence de décision du chef de service dans le mois de l'introduction de la demande, le membre du personnel peut porter sa demande directement auprès du Comité de direction. Le Comité de direction prend la décision définitive d'octroi ou de refus du télétravail. S'il ne peut prendre une décision définitive immédiate d'octroi sur dossier, il invite, préalablement à sa décision, le membre du personnel et le chef de service à être entendu. Le demandeur peut se faire accompagner par la personne de son choix.

La décision du Comité de direction est prise dans les 3 mois de la demande au plus tard.

En cas de refus qui produit ses effets à la date de sa notification au membre du personnel concerné, celui-ci ne peut introduire une nouvelle demande qu'à l'expiration d'un délai de six mois.

Par dérogation aux alinéas précédents, pour ce qui concerne le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel, l'autorité de recours compétente pour l'application du présent paragraphe est le Bureau de l'organisme. »;

3° il est ajouté un §3 rédigé comme suit :

« §3 Les chefs de service transmettent au Fonctionnaire général du Service dont il relève les autorisations de télétravail qu'ils ont accordées.

Les Fonctionnaires généraux tiennent une liste actualisée des télétravailleurs relevant du Service qu'ils dirigent et la tiennent à disposition du Service des Ressources humaines auquel ils communiquent d'office toute nouvelle décision d'octroi du télétravail. ».

Art. 5. L'article 5 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 5. Le membre du personnel doit informer le chef de service du lieu dans lequel il travaille. A défaut, il est réputé travailler à son domicile.

La possibilité de télétravailler à l'étranger est exclue hors exceptions validées par le Service des Ressources humaines après concertation avec les organisations syndicales. ».

Art. 6. L'article 6 du même arrêté est modifié comme suit :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « pour une période d'un an, renouvelable pour une durée indéterminée » sont remplacés par les mots « pour une durée indéterminée »;

2° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« L'autorisation de télétravail est valable à partir du premier jour du mois qui suit la communication de la décision d'octroi de télétravail au Service des Ressources Humaines en application de l'article 4, §3. ».

Art. 7. L'article 7 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 7. Sans préjudice du respect des lignes directrices générales complémentaires arrêtées en exécution de l'article 21, le chef de service et le membre du personnel conviennent du calendrier des jours de télétravail dans les limites et sur la période de référence visée à l'article 8. ».

Art. 8. L'article 8 du même arrêté est modifié comme suit :

1° le §1^{er} est remplacé par le paragraphe suivant :

« §1^{er}. Le nombre de jours de télétravail maximum est de 10 jours ouvrables pour 10 jours minimum de prestations en présentiel, dont au moins un jour de présentiel hebdomadaire, par période de référence de quatre semaines ou pour d'autres périodes de référence respectant proportionnellement les mêmes limites en ce compris la fixation d'un jour minimum de présentiel hebdomadaire.

La répartition des jours de télétravail et des prestations en présentiel sur une période de 4 semaines est fixée pour une durée indéterminée.

En cas de prestations à temps partiel ou d'absence de toutes natures, la répartition des prestations effectives en télétravail et en présentiel est réduite au prorata selon des modalités à convenir en application de l'article 7.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le télétravailleur peut d'office accomplir trois cinquièmes de ses prestations en télétravail :

1° en cas de décision d'un médecin du service de contrôle médical dans le cadre des articles 117 à 123 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juin 2004 précité, le nombre maximum de jours de télétravail par semaine étant de deux jours en cas de prestations à temps partiel à 80 % et d'un jour en cas de prestations à temps partiel de 50 à 60 %;

2° en cas de recommandation du conseiller en prévention-médecin du travail.

Lorsque la condition justifiant la dérogation accordée en application de l'alinéa 3 cesse de produire ses effets, il est procédé à une modification ou une suppression du télétravail selon les modalités visées à l'article 22. »;

2° au §2, alinéa 2, les mots « lorsque le temps partiel médical s'effectue par prestations journalières à mi-temps » sont remplacés par les mots « lorsque le demi-jour correspond à la plage horaire habituelle du membre du personnel. »;

3° le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« §3. Les jours de télétravail sont prestés conformément au calendrier de télétravail visé à l'article 7.

Par exception, en raison des nécessités du service ou sur demande du télétravailleur, le chef de service peut, avec l'obligation d'en informer dès que possible le télétravailleur, modifier ponctuellement le calendrier du télétravail.

En cas de désaccord avec la décision du chef de service, le télétravailleur a un droit de recours auprès du Fonctionnaire général.

Le Fonctionnaire général prend la décision définitive sur recours. »;

4° les paragraphes 4 et 5 sont remplacés par ce qui suit :

« §4. Lors d'une journée de télétravail, les heures de travail prestées au-delà des 7h36 journalier, en dehors des heures normales de travail, ne donnent droit à des heures de récupération que si elles sont demandées par le supérieur hiérarchique ou prestées selon un accord ponctuel préétabli avec celui-ci afin d'assurer la continuité de service. La demande et l'accord préétabli fixent la durée du temps de travail complémentaire et son mode de récupération endéans le mois qui suit le jour de la prestation.

§ 5. Le télétravailleur ne peut pas prétendre au bénéfice de la valorisation des prestations effectuées en dehors des heures normales de travail pour les prestations accomplies entre 18 h 30 et 7 h 30 les jours de télétravail à moins que ces prestations ne soient demandées par le supérieur hiérarchique compétent ou prestées selon un accord ponctuel préétabli avec celui-ci afin d'assurer la continuité de service ou de commun accord en application de l'article 11, §1^{er}, alinéa 2. ».

Art. 9. Dans l'intitulé de la section 3, les mots « ou d'affectation » sont remplacés par les mots « ou de changement d'équipe ».

Art. 10. A l'article 9 du même arrêté, les deux premiers alinéas sont supprimés.

Art. 11. L'article 10 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art 10. En cas de changement d'équipe, le membre du personnel doit introduire une nouvelle demande pour recourir au télétravail.

Il reste toutefois soumis au régime de télétravail qui était le sien entre le moment de l'introduction de sa nouvelle demande et celui de la prise d'une nouvelle décision pour autant que cette nouvelle demande soit introduite endéans le mois à dater de la prise de fonction dans la nouvelle équipe.

En cas de refus, ou de non réponse, du chef de service, le membre du personnel dispose d'un droit de recours auprès du Comité de direction selon les modalités fixées à l'article 4.

Toute décision définitive d'octroi ou de refus du télétravail est versée dans la liste actualisée visée à l'article 4, § 3, et communiquée pour information au Service des Ressources humaines. ».

Art. 12. L'article 11 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 11. §1^{er}. Le membre du personnel effectue ses prestations et reste joignable durant les mêmes créneaux horaires, fixés conformément aux règlements et circulaires applicables au service auquel il est affecté, qu'il soit en télétravail ou qu'il travaille en présentiel.

Par dérogation à l'alinéa précédent, le télétravailleur et son chef de service peuvent fixer de commun accord des créneaux horaires au sein desquels le télétravailleur a le droit de s'absenter de son poste de travail et de ne pas être joignable pour autant qu'il accomplisse 7h36 de travail sur la journée et qu'il soit joignable pendant toute la durée de son temps de travail. Ces modalités particulières sont reprises au sein de l'autorisation de télétravail.

Sans préjudice des cas d'urgence dûment justifiés par les nécessités du service, le membre du personnel a le droit de ne pas être connecté aux outils numériques professionnels en dehors de son temps de travail et de ne pas recevoir, à l'exception des courriels, d'appels ou de messages électroniques pour un motif professionnel en dehors des limites horaires fixées conformément aux règlements et circulaires applicables.

L'employeur précise, après concertation avec les organisations syndicales représentatives, les mesures d'application qui concrétisent ce droit à la déconnexion.

§2. L'autorisation de télétravail ne constitue pas un droit acquis.

Le chef de service peut retirer l'autorisation à tout moment si les conditions, telles que fixées à l'article 3, alinéa 1^{er}, ne sont plus rencontrées ou si le télétravailleur contrevient à une de ses obligations au sens du présent arrêté.

Le membre du personnel peut, dans les 15 jours de la notification du retrait, introduire un recours auprès du Comité de direction. Le Comité de direction prend la décision de rétablir l'autorisation de télétravail ou de confirmer le retrait de l'autorisation. Préalablement à sa décision, il invite le membre du personnel et le chef de service à être entendu. Le demandeur peut se faire accompagner par la personne de son choix.

Par dérogation à l'alinéa précédent, pour ce qui concerne le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel, l'autorité de recours compétente pour l'application du présent paragraphe est le Bureau de l'organisme. ».

Art. 13. A l'article 14 du même arrêté, l'alinéa 2 est complété par la phrase suivante :

« Cette prise en charge ne peut pas être inférieure à 35 euros par mois. ».

Art. 14. Le Chapitre 4 du même arrêté est remplacé par le Chapitre suivant :

« CHAPITRE 4. – De la fixation de lignes directrices générales complémentaires

Art. 21. Moyennant concertation préalable au sein du Comité de concertation compétent, un service ou une catégorie de services ou, selon le cas, une fonction ou une catégorie de fonctions peuvent être soumis à des lignes directrices générales complémentaires qui, endéans les limites retenues par l'article 8 §1^{er} alinéa 1^{er}, fixent d'office la répartition à retenir entre jours de télétravail et prestations en présentiel ou délimitent de manière plus circonscrite l'éventail des possibilités de répartition. ».

Art. 15. Dans l'intitulé du Chapitre 5, les mots « de la suspension » sont insérés entre les mots « la modification » et les mots « ou de la fin ».

Art. 16. L'article 22 du même arrêté est modifié comme suit :

1° au §1^{er};

- a) à l'alinéa 1^{er}, les mots « de suspension » sont insérés entre les mots « de modification » et les mots « ou de la fin »;
- b) à l'alinéa 1^{er}, les mots « la transmet, accompagnée de son avis, au Fonctionnaire général dont il relève » sont remplacés par les mots « prend sa décision »;
- c) le second alinéa est remplacé par l'alinéa suivant « En l'absence de décision ou en cas de refus, le membre du personnel dispose des voies de recours visées à l'article 4. »;
- d) il est inséré un nouvel alinéa rédigé comme suit : « La demande du télétravailleur de mettre fin au télétravail ne peut pas être refusée par le chef de service. »;

2° au §2 :

- a) à l'alinéa 1^{er}, les mots « de suspension » sont insérés entre les mots « de modification » et les mots « ou de la fin »;
- b) à l'alinéa 2, les mots « par le Fonctionnaire général selon les modalités visées à l'article 21, alinéa 4 » sont remplacés par les mots « par le chef de service »;
- c) les mots « l'article 21, alinéas 5 et 6 » sont remplacés par les mots « l'article 4 »;

3° au §3, il est ajouté un nouvel alinéa rédigé comme suit :

« Les décisions définitives de modification, de suspension et de fin de télétravail prises en application du présent chapitre sont versées dans la liste actualisée visée à l'article 4, § 3, et sont parallèlement communiquées au Service des Ressources Humaines. ».

Art. 17. L'article 23 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 23. Le membre du personnel qui, à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 janvier 2022 modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 novembre 2017 relatif au télétravail effectuée du télétravail ou travail à domicile par décision prise en application du présent arrêté ou de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 mai 2020 portant des dispositions diverses de fonction publique dans le contexte de la pandémie de COVID-19, ou de toutes nouvelles modalités, est autorisé à télétravailler en exécution de cette décision.

Lorsque les modalités du télétravail du membre du personnel visé à l'alinéa 1^{er} n'a fait l'objet d'aucune décision formelle en application de l'arrêté du 15 novembre 2017 précité ou différent de celles fixées par ou en vertu du présent arrêté, le membre du personnel doit néanmoins, endéans un délai de trois mois à dater de l'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 janvier 2022 modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 novembre 2017 relatif au télétravail, introduire une demande ou nouvelle demande de télétravail conforme aux modalités fixées par ou en vertu du présent arrêté. En l'absence de l'introduction d'une nouvelle demande, le membre du personnel n'est plus autorisé à télétravailler. ».

Art. 18. Les dispositions introduites par le présent arrêté font l'objet d'une évaluation un an après leur date d'entrée en vigueur.

Art. 19. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 20. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 27 janvier 2022.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances
et de la tutelle sur Wallonie Bruxelles Enseignement,
Fr. DAERDEN

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2022/20240]

27 JANUARI 2022. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 november 2017 betreffende het telewerk

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, vervangen bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 6 januari 2014;

Gelet op het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het gespecialiseerd onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een Instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan, inzonderheid op artikel 45, tweede lid, vervangen bij het decreet van 27 februari 2003;

Gelet op het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de "Office de la Naissance et de l'Enfance", afgekort "ONE", inzonderheid op artikel 24, § 2, gewijzigd bij het decreet van 26 maart 2009;

Gelet op het gecoördineerde decreet van de Franse Gemeenschap van 26 maart 2009 betreffende de audiovisuele mediadiensten, inzonderheid op artikel 140, § 3;

Gelet op het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies, inzonderheid op artikel 24;

Gelet op het decreet van 25 oktober 2018 betreffende het « Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC) » (Overheidsbedrijf voor Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap), artikel 7;

Gelet op het bijzonder decreet van 7 februari 2019 tot oprichting van de overheidsinstelling belast met het ambt van inrichtende macht voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, artikel 32;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 november 2017 betreffende het telewerk, gewijzigd bij het besluit van 24 april 2019;

Gelet op de « gendertest » van 24 juni 2021 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 18 juni 2021;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 30 juni 2021;

Gelet op het advies van de Directieraad van de "Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur" (Academie voor Onderzoek en Hoger Onderwijs), gegeven op 28 oktober 2021;

Gelet op het advies van de Directieraad van het "Institut de la formation en cours de carrière" (het Instituut voor de opleiding tijdens de loopbaan), gegeven op 29 oktober 2021;

Gelet op het advies van het Directiecomité van het "Entreprise des Technologies numériques de l'Information et de la Communication" (Overheidsbedrijf voor de Digitale Informatie- en Communicatietechnologieën), gegeven op 3 november 2021 ;

Gelet op het advies van de Directieraad van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, gegeven op 8 november 2021;

Gelet op het advies van de Directieraad van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector, gegeven op 10 november 2021;

Gelet op het advies van de Directieraad van de "Office de la Naissance et de l'Enfance", gegeven op 10 november 2021;

Gelet op het advies van de Raad WBE van Wallonie-Bruxelles Enseignement, gegeven op 5 november 2021;

Gelet op het protocol nr. 546 van het Onderhandelingscomité van sector XVII, afgesloten op 30 november 2021;

Gelet op de aanvraag om advies binnen een termijn van 30 dagen, gestuurd aan de Raad van State op 15 december 2021, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende het gebrek aan mededeling van het advies binnen deze termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 november 2017 betreffende het telewerk wordt gewijzigd als volgt :

1° de woorden « van Wallonie Bruxelles Enseignement, afgekort « WBE », » worden ingevoegd tussen de woorden « van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, » en de woorden « van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector »;

2° het tweede lid wordt geschrapt.

Art. 2. Artikel 2 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° in 3° wordt het woord « WBE, » ingevoegd tussen de woorden « de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, » en de woorden « de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector »;

2° 4° wordt vervangen als volgt :

« 4° diensthoofd : de ambtenaar die titularis is van een omkaderingsgraad van minstens rang 12, of zijn afgevaardigde, onder de leiding van wie de telewerker staat, of , voor wat betreft de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector, de algemene directie. »;

3° de 6° tot 8° worden vervangen als volgt :

« 6° Overlegcomité : de overlegcomités bedoeld in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 februari 1998 tot oprichting in het gebied van Sector XVII - Franse Gemeenschap - van basisoverleg- en tussenoverlegcomités en tot aanwijzing van de voorzitters en plaatsvervangende voorzitters van deze comités;

7° Ambtenaar-generaal : de Ambtenaar-generaal die de leiding heeft over een Algemene Administratie of het Secretariaat-generaal van het Ministerie, een instelling van openbaar nut, WBE en de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector, zijn afgevaardigde of de instelling die hij daartoe aanwijst;

8° Dienst Human Resources : de dienst Human Resources van het ministerie of van de betrokken instelling

9° Teamverandering : de mobiliteit die samen gaat met een verandering van diensthoofd. ».

Art. 3. Artikel 3 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt :

« Een personeelslid kan ertoe gemachtigd worden telewerk te verrichten indien het aan de volgende voorwaarden voldoet :

1° het telewerk is verenigbaar met het ambt;

2° het telewerk is verenigbaar met het belang van de dienst;

3° het personeelslid kan :

a. zich organiseren om zijn taken binnen de gestelde termijnen zelfstandig uit te voeren;

b. op afstand communiceren met zijn collega's en hiërarchische meerderen. »;

2° het derde lid en het vierde lid worden geschrapt.

Art. 4. Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° in §1 wordt het tweede lid vervangen als volgt :

« Het diensthoofd verleent of weigert het telewerk. Bij instemming wordt het formulier ingevuld en ondertekend door het personeelslid en zijn diensthoofd. Dit formulier bevat minimaal:

1° de vermelding van het aantal dagen voor het telewerk in voltijds equivalent per periode van 4 weken;

2° de vermeldingen met betrekking tot de plaats waar het telewerk plaatsvindt;

3° de uren waarin de telewerker bereikt moet kunnen worden, wanneer deze uren niet overeenstemmen met de vaste uren van het variabele uurrooster met toepassing van artikel 11, § 1, tweede lid, alsook, in voorkomend geval, de perioden van het uurrooster inbegrepen in de vaste uren waarin de telewerker niet bereikt kan worden;

4° de nadere regels voor het opvolgen van het telewerk.»;

2° §2 wordt vervangen als volgt :

« § 2. Bij weigering van het telewerk door het diensthoofd kan het personeelslid binnen de 15 dagen na de kennisgeving van de weigering, een beroep indienen bij het Directiecomité. Het Directiecomité neemt de beslissing om het telewerk toe te kennen of de weigering te behouden. Voorafgaand aan zijn beslissing nodigt het Comité het personeelslid en het diensthoofd uit om te worden gehoord. De aanvrager kan zich laten vergezellen door de persoon van zijn keuze.

Bij ontstentenis van een beslissing van het diensthoofd binnen de maand na de indiening van het verzoek, kan het personeelslid zijn verzoek rechtstreeks indienen bij het Directiecomité. Het Directiecomité neemt de definitieve beslissing om het telewerk toe te kennen of te weigeren. Indien het Directiecomité niet onmiddellijk een definitieve beslissing kan nemen over het dossier, nodigt het bovenvermelde comité het personeelslid en het diensthoofd uit om te worden gehoord alvorens een beslissing te nemen. De aanvrager kan zich laten vergezellen door de persoon van zijn keuze.

De beslissing van het Directiecomité wordt uiterlijk binnen 3 maanden na het verzoek genomen.

In geval van weigering die uitwerking heeft op de datum van de kennisgeving aan het betrokken personeelslid, kan dit pas een nieuw verzoek indienen na het verstrijken van een termijn van zes maanden.

In afwijking van de vorige leden, voor wat betreft de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector, is de beroepsinstantie die bevoegd is voor de toepassing van deze paragraaf het Bureau van de instelling. »;

3° er wordt een §3 toegevoegd, luidend als volgt :

« §3 De diensthoofden bezorgen aan de Ambtenaar-generaal van de Dienst waaronder hij ressorteert de toestemmingen voor het telewerk die ze hebben verleend.

De ambtenaren-generaal houden een bijgewerkte lijst bij van de telewerkers die behoren tot de Dienst die ze leiden en stellen deze ter beschikking van de dienst Human Resources aan wie zij elke nieuwe beslissing tot toekenning van het telewerk automatisch meedelen. ».

Art. 5. Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 5. Het personeelslid moet het diensthoofd informeren van de plaats waar hij werkt. Bij gebreke hiervan wordt hij geacht thuis te werken. De mogelijkheid van telewerken in het buitenland is uitgesloten, behoudens uitzonderingen goedgekeurd door de dienst Human Resources na overleg met de vakbondsorganisaties. ».

Art. 6. Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

- 1° in het eerste lid worden de woorden « voor een periode van één jaar, die vernieuwd kan worden voor een onbepaalde duur, » vervangen door de woorden « voor een onbepaalde duur »;
- 2° het tweede lid wordt vervangen als volgt :

« De toelating tot telewerken wordt verleend vanaf de eerste dag van de maand volgend op de kennisgeving van de beslissing om telewerk toe te kennen aan de dienst Human Resources met toepassing van artikel 4, §3. ».

Art. 7. Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 7. Onverminderd de naleving van de aanvullende algemene richtlijnen vastgesteld ter uitvoering van artikel 21 komen het diensthoofd en het personeelslid het rooster van telewerkdagen overeen binnen de perken en over de referentieperiode bedoeld in artikel 8. ».

Art. 8. Artikel 8 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

- 1° §1 wordt vervangen als volgt :

« §1. Het maximum aantal telewerkdagen is 10 werkdagen voor minimaal 10 dagen face-to-face prestaties, waarvan minstens één face-to-face dag per week, per referentieperiode van vier weken of voor andere referentieperiodes naar evenredigheid dezelfde beperkingen, met inbegrip van het instellen van een minimale wekelijkse face-to-face dag.

De verdeling van de telewerkdagen en de face-to-face prestaties over een periode van 4 weken is vastgesteld voor een onbepaalde duur.

Bij deeltijdse prestaties of bij gebrek van welke aard dan ook wordt de verdeling van werkelijke telewerk- of face-to-face prestaties naar rata verminderd volgens de overeen te komen nadere regels met toepassing van artikel 7.

In afwijking van het eerste lid kan de telewerker ambtshalve drie vijfde als telewerk verrichten :

1° in geval van een beslissing van een arts van de dienst voor medisch toezicht in het kader van de artikelen 117 tot 123 van het bovenvermelde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 juni 2004, waarbij het maximaal aantal dagen telewerk per week twee dagen bedraagt in geval van deeltijdse prestaties met 80 % en één dag in geval van deeltijdse prestaties van 50 tot 60 %;

2° in geval van een aanbeveling van de preventieadviseur-arbeidsarts.

Wanneer de voorwaarde die de met toepassing van het derde lid toegekende afwijking verantwoordt niet meer uitwerking heeft, wordt de mogelijkheid tot telewerk gewijzigd of afgeschaft volgens de nadere regels bedoeld in artikel 22 . »;

- 2° in §2, tweede lid, worden de woorden « wanneer de deeltijdse arbeid om medische redenen per halve dag wordt gepresteerd. » vervangen door de woorden « wanneer de halve dag overeenstemt met het gewone uurrooster van het personeelslid. »;
- 3° § 3 wordt vervangen als volgt :

« §3. De dagen telewerk worden gepresteerd overeenkomstig het tijdschema van het telewerk bedoeld in artikel 7.

Bij wijze van uitzondering, als gevolg van de behoeften van de dienst of op aanvraag van de telewerker kan het diensthoofd, met verplichting de telewerker zodra mogelijk ervan te verwittigen, punctueel de dagen van het telewerk wijzigen.

In geval van onenigheid over de beslissing van het diensthoofd heeft de telewerker een beroepsrecht bij de ambtenaar-generaal.

De ambtenaar-generaal neemt de definitieve beslissing over dit beroep. »;

- 4° de paragrafen 4 en 5 worden vervangen als volgt :

« §4. Op een dag telewerk geven de werkuren gepresteerd buiten de dagelijkse 7 uur 36, buiten de normale werkuren, slechts recht op compensatie-uren, alleen als ze worden aangevraagd door de hiërarchische meerdere of gepresteerd in overeenstemming met een punctuele overeenkomst die vooraf opgesteld is met hem om de continuïteit van de dienst te garanderen. De aanvraag en de vooraf opgestelde overeenkomst bepalen de duur van de aanvullende arbeidstijd en zijn compensatiewijze binnen de maand volgend op de dag van de prestatie.

§ 5. De telewerker kan geen beroep doen op de inaanmerkingneming van de prestaties verricht buiten de normale werkuren voor de prestaties verricht tussen 18 uur 30 en 7 uur 30 als telewerk, behalve als deze aangevraagd worden door de hiërarchische meerdere of gepresteerd in overeenstemming met een overeenkomst die vooraf opgesteld is met hem om de continuïteit van de dienst te garanderen of in onderlinge overeenstemming met toepassing van artikel 11, §1, tweede lid 2. ».

Art. 9. In het opschrift van afdeling 3 wordt het woord « dienstaanwijzing » vervangen door de woorden « of teamverandering ».

Art. 10. In artikel 9 van hetzelfde besluit worden de eerste twee leden geschrapt.

Art. 11. Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art 10. Bij teamverandering moet het personeelslid een nieuwe aanvraag indienen om te kunnen telewerken.

Hij blijft echter onderworpen aan het telewerksysteem dat hij had tussen het ogenblik van de indiening van zijn nieuwe aanvraag en dat van het nemen van een nieuwe beslissing op voorwaarde dat deze nieuwe aanvraag ingediend wordt binnen de maand na de ambtsbekleding in de nieuwe dienst.

In geval van weigering of bij een gebrek aan antwoord van het diensthoofd beschikt het personeelslid over een beroepsrecht bij het Directiecomité volgens de nadere regels bepaald in artikel 4.

Elke definitieve beslissing om het telewerk te verlenen of te weigeren wordt opgenomen in de bijgewerkte lijst bedoeld in artikel 4, § 3, en ter informatie meegedeeld aan de dienst Human Resources. ».

Art. 12. Artikel 11 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 11. §1. Het personeelslid verleent zijn prestaties en blijft bereikbaar tijdens dezelfde urenregelingen vastgesteld overeenkomstig de reglementen en omzendbrieven die van toepassing zijn op de dienst waaraan hij is toegewezen, of hij telewerkt of hij face-to-face prestaties verricht.

In afwijking van het vorige lid kunnen de telewerker en zijn diensthoofd in onderlinge overeenstemming uurroosters bepalen waarin de telewerker het recht heeft om zijn werkstation te verlaten en niet bereikbaar te zijn voor zover hij 7 uur 36 werkprestatie per dag verricht en hij tijdens de hele duur van zijn werktijd bereikbaar is. Deze bijzondere nadere regels worden opgenomen binnen de telewerktoelating

Onverminderd de noodzaken die naar behoren worden gerechtvaardigd door de dienstenvereisten, heeft het personeelslid het recht om niet verbinden te worden met professionele digitale hulpmiddelen buiten zijn werktijd en om, met uitzondering van e-mails, geen oproepen of elektronische berichten te ontvangen voor een professionele reden buiten de uren die vastgesteld worden in overeenstemming met de toepasselijke reglementen en omzendbrieven.

De werkgever bepaalt, na overleg met de representatieve vakbondsorganisaties, de uitvoeringsmaatregelen die dit disconnectierecht concretiseren.

§2. De toelating tot telewerk is geen verworven recht.

Het diensthoofd kan de toelating op elk moment intrekken indien de voorwaarden zoals bepaald in artikel 3, eerste lid, niet langer vervuld zijn of indien de telewerker in strijd is met één van zijn verplichtingen in de zin van dit besluit.

Het personeelslid kan, binnen 15 dagen na kennisgeving van de intrekking, een beroep indienen bij het Directiecomité. Het Directiecomité neemt de beslissing om de telewerktoelating te herstellen of om de intrekking van de toelating te bevestigen. Voorafgaand aan zijn beslissing, nodigt het Directiecomité het personeelslid en het diensthoofd uit om gehoord te worden. De aanvrager kan vergezeld gaan van de persoon van zijn keuze.

In afwijking van het vorige lid, voor wat betreft de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector, is de beroepsinstantie die bevoegd is voor de toepassing van deze paragraaf, het Bureau van de instelling. ».

Art. 13. In artikel 14 van hetzelfde besluit wordt het tweede lid aangevuld als volgt :

« Deze tenlasteneming mag niet minder dan 35 euro per maand bedragen. ».

Art. 14. Hoofdstuk 4 van hetzelfde besluit wordt vervangen door het volgende hoofdstuk :

« HOOFDSTUK 4. – Vaststelling van aanvullende algemene richtlijnen

Art.21. Mits voorafgaand overleg binnen het bevoegde overlegcomité, kunnen een dienst of een categorie van diensten, of, naargelang het geval, een functie of een categorie van functies onderworpen worden aan aanvullende algemene richtlijnen die binnen de perken bedoeld in artikel 8 §1, eerste lid, de verdeling ambtshalve bepalen die vastgehouden moeten worden tussen dagen telewerk en face-to-face prestaties of op een omgeschreven manier een waaier van mogelijkheden inzake verdeling afbakenen »

Art. 15. In het opschrift van Hoofdstuk 5 wordt het woord «, schorsing » ingevoegd tussen de woorden « wijziging » en de woorden « of beëindiging ».

Art. 16. Artikel 22 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° in §1;

- a) In het eerste lid wordt het woord «, schorsing » ingevoegd tussen het woord « wijziging » en de woorden « of beëindiging »;
- b) in het eerste lid worden de woorden « samen met zijn advies, aan de Ambtenaar-generaal waaronder het ressorteert, toezendt » vervangen door de woorden « zijn beslissing neemt »;
- c) het tweede lid wordt vervangen als volgt « Bij gebrek aan beslissing of in geval van weigering beschikt het personeelslid over de beroepsmiddelen bedoeld in artikel 4. »;
- d) er wordt een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt : « De aanvraag van de telewerker om het telewerk te beëindigen, kan niet door het diensthoofd geweigerd worden. »;

2° in §2 :

- a) in het eerste lid wordt het woord «, schorsing » ingevoegd tussen het woord « wijziging » en de woorden « of beëindiging »;
- b) in het tweede lid worden de woorden « door de Ambtenaar-generaal genomen volgens de nadere regels bepaald bij artikel 21, vierde lid » vervangen door de woorden « door het diensthoofd »;
- c) de woorden « artikel 21, vijfde en zesde lid » worden vervangen door de woorden « artikel 4 »;

3° in §3 wordt een nieuw lid toegevoegd, luidend als volgt :

« De definitieve beslissingen tot wijziging, schorsing en beëindiging van het telewerk genomen met toepassing van dit hoofdstuk worden opgenomen in de bijgewerkte lijst bedoeld in artikel 4, § 3, en worden gelijktijdig meegedeeld aan de dienst Human Resources. ».

Art. 17. Artikel 23 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 23. Het personeelslid dat, op de dag van de inwerkingtreding van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 januari 2022 tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 november 2017 betreffende het telewerk, telewerk verricht of thuis werkt ten gevolge van een beslissing genomen overeenkomstig dit besluit of het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 7 mei 2020 betreffende diverse bepalingen inzake ambtenarenzaken in het kader van de COVID-19-pandemie, of alle nieuwe nadere regels, wordt ertoe gemachtigd te telewerken ter uitvoering van deze beslissing.

Wanneer de nadere regels voor het telewerk van het personeelslid bedoeld in het eerste lid niet het voorwerp uitmaakten van enige formele beslissing met toepassing van het bovenvermelde besluit van 15 november 2017 of verschillen van die bepaald door of krachtens dit besluit, moet het personeelslid nochtans binnen een termijn van drie maanden na de inwerkingtreding van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 januari 2002 tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 november 2017 betreffende het telewerk, een aanvraag of een nieuwe aanvraag voor telewerk indienen overeenkomstig de nadere regels bepaald door of krachtens dit besluit

Als er geen nieuwe aanvraag wordt ingediend, mag het personeelslid niet telewerken. ».

Art. 18. De bepalingen ingediend bij dit besluit worden één jaar na hun datum van inwerkingtreding geëvalueerd.

Art. 19. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand volgend op die waarin het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 20. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 27 januari 2022.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap:

De Minister-President,
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen
en het toezicht op « Wallonie Bruxelles Enseignement »,
Fr. DAERDEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2022/40162]

3 FEVRIER 2022. — Décret portant assentiment à l'Accord de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Singapour, d'autre part, fait à Bruxelles le 19 octobre 2018 (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article unique. L'Accord de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Singapour, d'autre part, fait à Bruxelles le 19 octobre 2018, sortira son plein et entier effet.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 3 février 2022.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale
et de l'Économie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
Ch. COLLIGNON